

d'épargne-retraite, qui profiteront aux mieux nantis, des dégrèvements fiscaux représentant des pertes fiscales quatre ou cinq fois supérieures aux 150 millions de dollars qu'il s'apprête à débloquer pour créer des emplois.

M. MacLaren: Monsieur le Président, j'ai de bonnes raisons de croire que les deux derniers discours sont un exemple frappant de la différence qui existe entre conservateurs et néo-démocrates. Notre collègue conservateur nous reproche de trop dépenser. Il voudrait qu'on sabre dans certains programmes sociaux. Je ne vois pas comment nous pourrions faire autrement si nous voulons réduire un peu notre déficit. D'autre part, mon collègue du Nouveau parti démocratique nous reproche, lui, de ne pas dépenser assez; il nous demande de dépenser davantage pour nous sortir de la récession.

Comme d'habitude, le parti libéral est au centre, sa position est celle du juste milieu. Ce que nous faisons, bien sûr, c'est de fournir d'une part, comme je l'ai signalé dans mon discours, une aide considérable aux chômeurs sous forme d'emplois directs et de possibilités de recyclage. Je le répète, nous ajoutons 150 millions de dollars pour la Caisse perspectives-jeunesse, et cette somme s'ajoute au milliard de dollars qui a déjà été injecté dans ce fonds dont la création a été annoncée dans le discours du trône de décembre dernier.

Mon vis-à-vis omet un fait essentiel, comme le font souvent nos collègues du NPD, c'est-à-dire les efforts que nous devons faire pour stimuler la croissance de la productivité au Canada. Il ne s'agit pas seulement de mieux répartir les richesses, mais bien de créer de nouvelles richesses, et c'est justement l'objet des stimulants que nous offrons au secteur privé dans le budget d'avril et dans le dernier budget. Mon vis-à-vis doit sûrement savoir que les incitations à la recherche et au développement, les reports d'impôt...

Le président suppléant (M. Guilbault): A l'ordre. La période des questions est maintenant terminée. Nous reprenons le débat.

M. Fisher: Monsieur le Président, j'invoque le Règlement. Nos vis-à-vis demandent constamment la permission d'avancer de nouveaux arguments et de continuer à interroger le ministre. Il se débrouille très bien en ce moment, et je demande donc le consentement unanime pour continuer à l'interroger.

Des voix: Non.

Le président suppléant (M. Guilbault): Il n'y a pas consentement unanime. Le député de Végréville (M. Mazankowski) a la parole.

L'hon. Don Mazankowski (Végréville): Monsieur le Président, le discours du ministre ne nous a pas appris grand-chose. L'échange qui a suivi au cours de la période des questions a peut-être été un peu plus fructueux. Le ministre semble être sur la défensive au sujet du budget. Je suppose que nous pouvons compatir. Il a reconnu que le gouvernement ne sait pas comment remédier aux problèmes économiques actuels. Il a

Le budget—M. Mazankowski

avoué, sans en avoir l'air, que son gouvernement n'a aucun esprit d'initiative en matière économique. Ce que l'on omet constamment de signaler, c'est que ce gouvernement n'a absolument pas changé depuis 15 ans. Chaque fois qu'un problème se pose, il se contente de colmater la brèche à coup de dollars, sous la forme d'un nouveau programme au long sigle savant. C'est tout ce qu'il sait faire. Au lieu de créer des motivations et un climat propice à la croissance et à l'amélioration de la productivité, le gouvernement se contente de créer un programme de plus, de lui donner un titre ronflant et de le lancer en pâture. Si les circonscriptions libérales sont un peu plus agressives, elles recevront plus que leur part.

● (1740)

En fait, il faut reconnaître que nous avons de très gros atouts naturels au Canada. Il faut édifier le pays en tenant compte de certains atouts naturels fondamentaux; l'agriculture, l'exploitation forestière, les pêches, l'énergie, l'exploitation minière et une foule d'autres avantages. Mais voici que chacun de ces secteurs est en difficulté à cause des politiques économiques de ce gouvernement. L'industrie canadienne a besoin de stimulants en vue d'accroître sa productivité et produire des biens de meilleure qualité à meilleur prix. C'est ainsi que le Canada pourra créer de la richesse.

Nous n'avons assurément rien à redire quant au thème du budget. Il est formidable, seulement, le budget ne contient aucune mesure qui puisse contribuer à instaurer ce climat d'optimisme et de confiance, aucune initiative qui améliore la productivité et qui ouvre des possibilités aux particuliers.

Le député de Burin-Saint-Georges (M. Simmons) s'est livré avec virulence à une attaque personnelle à l'endroit du député de Saint-Jean-Ouest (M. Crosbie). Son délire d'insultes et d'insinuations montre éminemment quel degré de bassesse peuvent atteindre certains députés qui ne reculent pas devant les méthodes les plus abjectes pour dénigrer un de leurs collègues. Il s'est aussi affiché en spécialiste des déficits. Sa spécialité n'est toutefois pas du domaine fédéral. Il a parlé de son expérience à l'assemblée législative de Terre-Neuve pour mieux s'en prendre au représentant de Saint-Jean-Ouest. Monsieur le Président, le député a refusé de débattre la question du déficit qui afflige l'ensemble du Canada et qui est essentiellement le fait de ce gouvernement. Le fait est, monsieur le Président, que lorsque le gouvernement actuel est arrivé au pouvoir avec à sa tête son chef actuel, la dette brute du Canada s'élevait à quelque 31 milliards. Aujourd'hui, à la fin du présent exercice financier, la dette brute aura atteint 190 milliards. Pour ce qui est de la dette nette, elle se chiffrait à 17.7 milliards. A la fin du présent exercice financier, soit le 31 mars 1984, elle aura atteint 150.7 milliards. Nous savons tous que, en proportion du PNB, les dépenses gouvernementales ont augmenté de façon spectaculaires passant d'environ 21 p. 100 il y a quatre ans à près de 26 p. 100 actuellement.